



Guy Vanhengel, Jean-Luc Vanraes, Carla Dejonghe, René Coppens et Els Ampe

# MANIFESTE BRUXELLOIS: **UNE REPONSE**

Groupe VLD – Parlement de Bruxelles-Capitale – février 2005

## Récapitulatif :

Les membres du parlement du Open Vld Jean-Luc Vanraes, Carla Dejonghe, Els Ampe, René Coppens et le ministre Guy Vanhengel ont été élus par les Bruxellois le 13 juin 2004 et représentent donc leurs électeurs. La composition des parlements est établie par des lois, des lois spéciales et la constitution qui ont été rédigées de manière démocratique et donc représentative.

Pourquoi ce petit récapitulatif ? Le Manifeste bruxellois stipule que : « nous appelons par conséquent les responsables politiques bruxellois à renoncer au clivage linguistique bicommunautaire et de s'organiser au sein des mouvements bruxellois, qui sont réellement représentatifs de la communauté bruxelloise. »

Nous ne partageons pas ce point de vue :

1. Il n'existe pas de consensus général au sein de la société bruxelloise concernant une communauté bruxelloise. Tant du côté néerlandophone, que du côté des Francophones et des autres Bruxellois, il existe des visions très variées, allant du rejet total du concept proposé à l'acceptation totale et les innombrables nuances entre les deux.

2. Tant que la Belgique existe - et l'Open Vld se profile encore dans la logique belge - Bruxelles fait partie d'une fédération où il y a un équilibre entre la propre autonomie bruxelloise et Bruxelles en tant que

partie d'une fédération de communautés et régions.

En résumé : Le Manifeste bruxellois exprime la vision d'une partie de la population bruxelloise. Ils ne doivent pas prétendre représenter l'ensemble de la population, mais doivent, dans la logique de la démocratie, ambitionner de représenter leur vision en première instance à Bruxelles, mais également dans le reste de la fédération.

## La vision du groupe VLD :

Le Manifeste bruxellois part du principe que, vu la multiculturalité actuelle de Bruxelles, il n'y a plus lieu de penser en termes de Néerlandophones et Francophones. Il s'agit donc d'un choix de l'un ou l'autre. Ils sont donc sur le même pied que les Francophones et Néerlandophones qui ne voient Bruxelles qu'en tant que modèle bipolaire et qui veulent la gérer depuis la communauté flamande et française.

La vision de l'Open Vld est une vision et/et. La multiculturalité actuelle de la capitale est une nouvelle donnée qui vient s'ajouter à l'équilibre existant entre Francophones et Néerlandophones. Celui-ci était en soi déjà un équilibre entre ceux qui raisonnent en termes de région et ceux qui raisonnent en termes de communauté, lorsqu'il s'agit de Bruxelles.



En février 2003, l'asbl Manifesto a présenté son Manifeste Bruxellois. Dans ce manifeste ils plaident pour une Communauté Bruxelloise. «Le Manifeste Bruxellois: une réponse» sont des réflexions du groupe politique du VLD bruxellois sur ce manifeste. Cette réponse vient à la demande du Prof. Witte et Dr. De Groof (VUB) qui ont fait une enquête concernant ce manifeste.



## UNE REPONSE

GROUPE POLITIQUE VLD  
PARLEMENT DE LA REGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE

2

### En théorie :

Le Manifeste ne prête aucune attention aux différences entre les minorités, les espérances, les besoins, les antécédents. Il résume la multiculturalité comme une sorte de mélange de cultures qui forment ainsi un nouvel ensemble. Cette vision sur la multiculturalité ne représente certainement pas le point de vue de l'opinion publique, ni celui des Bruxellois flamands ou francophones, ni celui des allochtones. Pareillement, dans la littérature scientifique, cette vision est tout sauf partagée de manière générale.

Dans le prolongement de ce raisonnement, la langue et la diversité linguistique sont principalement réduites à une donnée de communication. Ceci est également en contradiction flagrante avec les positions de la sociolinguistique concernant la façon dont les langues sont en rapport mutuel et concernant les processus d'acculturation... Le plurilinguisme spontané et bien intentionné mène dans la pratique généralement à l'unilinguisme. C'est un phénomène récurrent dans la sociolinguistique. En outre, la langue est aussi en étroite relation avec la culture et la communauté. Vous pouvez considérer ce fait d'un œil critique, mais vous ne pouvez pas le dénier.

Nous remarquons que le manifeste a totalement perdu de vue cette dimension du débat et ne pèse pas bien lourd sur le plan théorique. Le Manifeste considère la multiculturalité et la langue d'une vision limitée. Une vision qui, à notre avis, ne permet pas de comprendre de façon adéquate les nombreuses nuances à Bruxelles.

### En pratique :

L'Open Vld et notre représentativité ne ressentent pas le besoin de supprimer la structure « Région bruxelloise versus les deux Commissions communautaires et la Commission communautaire commune » au profit d'une seule « Communauté bruxelloise » institutionnelle. D'autre part, il n'y a nullement le besoin de renforcer la dichotomie via l'introduction d'une subnationalité à Bruxelles où nous demandons aux Bruxellois de faire un choix catégorique entre les deux communautés.

La question subsiste de savoir s'il faut davantage de marge pour une politique communautaire bruxelloise et dans quels domaines précisément. Tant que cette

politique communautaire bruxelloise n'est pas considérée comme alternative pour une politique communautaire flamande et francophone à Bruxelles, mais qu'elles se complètent, nous n'y sommes pas opposés mais nous nous posons toutefois des questions quant aux aspects pratiques. L'embryon institutionnel d'une politique communautaire bruxelloise existe : la CoCom ou la Commission communautaire commune. En outre, il y a les communes qui ont de nombreuses compétences communautaires.

### Exemples

Nous nous posons certaines questions quant à « la confiance nécessaire », « le respect des accords » et parfois aussi l'opportunité de développer cela les yeux fermés.

1. L'Open Vld Bruxelles n'est aucunement partisan du développement d'un propre réseau d'hôpitaux flamands à Bruxelles, outre un réseau francophone. Nous voulons un réseau bilingue et de qualité. Dans le domaine des soins de santé, nous raisonnons déjà de façon complémentaire en termes de la Communauté bruxelloise. L'expérience avec les hôpitaux qui tombent directement sous la tutelle de la Cocom, n'est pas une grande réussite de ce qui existe déjà actuellement au niveau de la politique communautaire bruxelloise. Le rapporteur du Conseil de l'Europe, le Letton Boriss Cilevis, parlait d'une « francophonie de fait » dans les hôpitaux bruxellois.

Ces hôpitaux doivent, en effet, également répondre au nombre croissant de patients ne parlant ni le français ni le néerlandais, mais des centaines d'autres langues. Ici aussi, le rapport du Conseil de l'Europe stipule qu'il n'y a pas - et qu'il ne peut y avoir - de raison d'ignorer systématiquement les droits d'une autre nature des néerlandophones.

Le même problème se pose auprès des CPAS, des communes et des initiatives communautaires émanant des communes. Ceci est également un exemple d'une politique communautaire bruxelloise déjà existante suivant le modèle défendu par le Manifeste bruxellois. Là aussi, l'expérience ne suffit pas pour attiser la confiance nécessaire en ce qui concerne le respect pour le néerlandais.

La politique communautaire bruxelloise existante ne présente pas que des points



MANIFESTE BRUXELLOIS:

## UNE REPONSE

GRUPE POLITIQUE VLD  
PARLEMENT DE LA REGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE

3

négatifs, mais nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'Open Vld, en tant que parti représentant une partie des Bruxellois, déborde d'enthousiasme pour continuer à développer, sur la base de l'expérience existante, une politique communautaire au sein de la Cocom sur de nouveaux domaines de politique.

En revanche, au cours des dernières années, l'Open Vld s'est montré particulièrement constructif afin de trouver des solutions pour améliorer au sein de la politique communautaire le service pour le néerlandophones dans leur langue maternelle. Il ne s'agit pas ici d'une histoire ou/ou. Au sein de la Cocom, nous militons autant pour un service correcte pour toutes les communautés.

2. La politique culturelle en est un autre exemple. Dans ce domaine, nous avons également un nombre d'objections, que nous avons déjà formulées ci-dessus concernant les soins de santé. L'expérience avec la politique culturelle menée sur le plan communal n'est pas toujours positive.

En outre, sur le plan culturel il y a également une réserve d'opportunité. Une politique culturelle bruxelloise ne se limite pas à Bruxelles, mais s'applique à l'ensemble du pays. L'apport des deux communautés est en effet essentiel ici et forme un pont. Placer la politique culturelle sous les ailes institutionnelles de la Cocom, priverait Bruxelles tant de l'apport financier des deux grandes communautés, que de l'attrait culturel que Bruxelles doit avoir sur l'ensemble du pays. A ce niveau, le Manifeste défend, sans le vouloir, l'enrichissement du rôle de la politique sur la culture. La dichotomie est justement un grand atout ici. Sur le plan culturel, nous comptons par conséquent sur bien plus de collaboration entre les communautés (qui est à l'heure actuelle encore insuffisante au sein de la politique) et une approche ouverte des initiatives-mêmes à l'attention de l'autre communauté et des autres communautés (ceci est par contre déjà bien présent des deux côtés).

3. Une exception peut être faite pour la culture locale ou axée sur le quartier, tout comme pour le sport. Là aussi, il existe déjà un embryon de la politique communautaire bruxelloise depuis les communes. Nous ne pouvons certainement pas exclure principalement le développement de telles initiatives depuis la Cocom, mais vu l'évaluation de la politique existante de la Cocom ceci n'est sûrement pas une priorité. Pour le sport, nous faisons toutefois une exception. En ce domaine, l'expérience sur le

terrain est le plus positif. Le sport bruxellois est un monde où différentes cultures se rencontrent et il permet ainsi de renforcer la cohésion entre les communautés urbaines. Le chemin à suivre pour cela serait toutefois que la Région attribue plus de moyens aux communes.

4. Enfin, il y a l'enseignement. Le Manifeste bruxellois opte pour un enseignement multilingue depuis une Communauté bruxelloise. Dans les exemples précédents, l'attitude de l'Open Vld était « prudence ». Nous ne sommes pas partisans d'un enseignement multilingue organisé. Tout d'abord, en raison des réserves théoriques concernant les rapports entre les langues tel que formulé ci-dessus.

Nous ne partageons pas la position du Manifeste que l'enseignement actuel ne stimule pas l'apprentissage des langues. L'enseignement néerlandophone à Bruxelles est un excellent instrument dans la promotion du multilinguisme. C'est principalement, non pas uniquement, l'enseignement néerlandophone qui remplit le besoin de bilinguisme dans la capitale. Chose sur laquelle le manifeste insiste fermement. L'enseignement semble également jeter un pont excellent dans la pratique entre les communautés. Ce n'est pas un « Enseignement flamand pour Flamands », mais un enseignement néerlandophone à Bruxelles, dont le slogan est en outre « fort en langues ».

Il a demandé beaucoup d'efforts de la part de la Communauté flamande d'organiser cela et de l'offrir à Bruxelles. Le Professor Ph. Van Parijs a dès lors prévenu à juste titre que « l'intégration dans un système bilingue ne risque-t-elle pas de s'avérer un jeu de dupes aboutissant à dissoudre l'enseignement flamand dans un enseignement fondamentalement francophone que la réforme aurait simplement rendu plus performant en matière d'apprentissage des langues grâce à l'apport d'enseignants flamands ? La langue la plus diffusée étant le français, celui-ci aura tendance à s'imposer dans l'administration de l'école, comme dans les contacts informels entre enseignants et élèves. Et quelque soit la qualité des cours, l'apprentissage du néerlandais ne s'en trouvera-t-il pas entravé ? »

D'après l'Open Vld, Bruxelles nécessite un enseignement linguistique de qualité, vu son économie et son rôle national et international, et en vue d'un service adéquat pour les citoyens et de la cohésion sociale en ville. Mais il existe de nombreuses propositions pratiques et pragmatiques pour améliorer cela. Pour cela, l'enseignement néerlandophone



MANIFESTE BRUXELLOIS:

## UNE REPONSE

GRUPE POLITIQUE VLD  
PARLEMENT DE LA REGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE

4

dophone peut servir comme exemple en nombre de domaines en toute modestie.

5. Les autres points de vue du Manifeste bruxellois que nous n'avons pas encore cités, ont selon nous moins trait au besoin d'une communauté bruxelloise qu'au besoin d'une politique de grandes villes dans notre pays : la mobilité, les rapports avec la périphérie, le financement et les moyens financiers de la Région, le poids de Bruxelles au sein des partis politiques nationaux. Bien qu'il y ait des côtés communautaires à certains de ces aspects, il s'agit en première instance de problèmes que nous partageons avec Anvers, Gand, Liège,...

L'Open Vld Bruxellois est un défenseur convaincu, avec des propositions concrètes, d'une politique plus axée sur les grandes villes en Belgique et en Flandre. Mais ceci est le sujet d'un autre débat.

### Conclusion

Le groupe Open Vld a donc des réserves quant à la revendication de représentativité des rédacteurs du Manifeste bruxellois.

Nous ne partageons pas son fondement théorique et estimons d'ailleurs qu'il n'est pas suffisamment étayé.

En principe, nous ne nous opposons pas à toute sorte de politique communautaire bruxelloise, pour autant que cette politique soit complémentaire à la politique

communautaire de la Communauté flamande et française.

Nous pensons que les structures nécessaires à cet effet sont déjà présentes sur le plan institutionnel.

Pour le développement d'une politique communautaire bruxelloise, nous plaidons en première instance pour la prudence. Et nous nous posons en outre la question de savoir si ce serait tant opportun dans tous les domaines.

**Johan Basiliades**  
Secrétaire du groupe politique VLD  
Parlement de la Région de